

Canadian NATO  
Parliamentary Association



Association parlementaire  
canadienne de l'OTAN

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne  
concernant sa participation à la Sous-commission sur la  
coopération et la convergence économiques est-ouest**

**Association parlementaire canadienne de l'OTAN  
(AP OTAN)**

**Sofia, Bulgarie  
Du 27 au 29 avril 2010**

# Rapport

L'Association parlementaire canadienne de l'OTAN a l'honneur de présenter son rapport concernant les réunions de la Sous-commission sur la coopération et la convergence économiques est-ouest de la Commission de l'économie et de la sécurité, tenues à Sofia, Bulgarie du 27 au 29 avril 2010. Le Canada a été représenté par Monsieur Sukh Dhaliwal, député.

La Bulgarie est un pays européen de taille moyenne, dont la population atteint sept millions d'habitants environ. Quatre-vingt-trois pour cent de cette population sont Bulgares de souche, 9,4% sont Turcs et 4,7% Roumains. Les Bulgares s'enorgueillissent d'une tradition de tolérance et de bonnes relations interethniques, ce qui représente une source d'importance de stabilité intérieure.

## APERÇU ÉCONOMIQUE

Le pays est actuellement confronté à de graves défis économiques. Le revenu par habitant n'atteint que 47% de la moyenne des vingt-sept membres de l'UE. L'entrée dans la zone euro représente un objectif de longue date de la Bulgarie et le gouvernement a créé à cette fin une caisse d'émission en 1997. Celle-ci lie la valeur du lev à celle de l'euro, ce qui prive l'État de tout pouvoir de fixer les taux d'intérêt et de change. L'unique outil monétaire puissant de l'État réside dans la faculté de déterminer les exigences minimales en matière de réserves. Le taux de change est fixé à 1,95 euro pour un lev.

La plus ancienne institution publique nationale est la Banque centrale. Son objectif fondamental actuel consiste à maintenir le taux de change jusqu'à l'adoption de l'euro comme monnaie nationale. Cela oblige le gouvernement à mener une politique budgétaire rigoureuse.

La Bulgarie a adopté un système de caisse d'émission, qui demeurera en vigueur jusqu'à l'adoption officielle de l'euro. La fixité du taux de change implique que le pays se comporte essentiellement comme s'il était déjà dans la zone euro et les dispositions en vigueur sont contraignants en termes d'ajustements majeurs, tant au niveau de l'économie nationale que des décideurs politiques. Cette politique est en règle générale considérée comme un succès, même si elle implique que les responsables bulgares ne peuvent plus recourir à l'option de dévaluer la monnaie lorsque les temps sont difficiles. Elle a entraîné une relative libéralisation du marché du travail, imposé une discipline budgétaire et suscité une amélioration du climat des affaires, autant de facteurs de promotion de la compétitivité nationale. L'UE a permis à la Bulgarie de conserver la caisse d'émission plutôt que d'adhérer au second mécanisme de taux de change européen, dit MCE II. Les responsables bulgares espéraient adopter l'euro avant 2010, mais cet objectif est désormais postposé, en raison de l'instabilité des marchés de change internationaux.

La structure économique de la Bulgarie est favorable aux industries manufacturières, dont la part représente 16% du PIB. Les transports et les communications contribuent au PIB à concurrence de 9,5%, les échanges commerciaux 8,9%, l'immobilier 8,5%, l'intermédiation financière 7,9%, l'administration publique 7,2%, l'agriculture et l'exploitation forestière 6,8%, la fourniture d'électricité, de gaz et d'eau 4,5%, l'éducation

3,7% et les soins de santé 2,5%. La Bulgarie est un important producteur d'acier, de cuivre, de zinc et d'autres métaux, tandis que l'exploitation minière génère 1,7% du PIB du pays.

Au cours de deux dernières décennies, la Bulgarie a procédé à une réorientation massive de ses échanges commerciaux. Ceux-ci étaient précédemment en grande partie limités aux pays du COMECON, mais aujourd'hui les exportations et importations bulgares sont largement orientées vers l'Occident. Les principaux partenaires commerciaux du pays sont l'Allemagne, l'Italie, la Grèce, la Roumanie et la Turquie. La Russie demeure un important fournisseur d'énergie et assure 16% des importations bulgares, pour seulement 3% des exportations. Soixante-cinq pour cent des échanges commerciaux bulgares s'effectuent par contre désormais avec l'UE, une situation renforcée par la stabilisation apportée par le système de caisse d'émission. La plupart des factures sont libellées en euros. La région des Balkans, dont la Turquie, représente le deuxième partenaire commercial régional de la Bulgarie, avec 15% des échanges commerciaux de celle-ci. La Chine et les États-Unis représentent respectivement 5 et 2% des échanges commerciaux de la Bulgarie.

Sur l'ensemble des flux d'investissements étrangers en Bulgarie, la part de l'UE s'élève à 85%. Parmi les pays de l'Union, l'Autriche constitue le plus important investisseur. Elle est suivie par les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Grèce, l'Allemagne et Chypre. Les États-Unis n'apportent que 4,4% des investissements étrangers directs (IED). L'intermédiation financière attire 24% de tous les IED. Elle est suivie par l'immobilier et les activités commerciales, les industries manufacturières, puis les transports et les communications. En 2008, d'importants afflux de capitaux ont entraîné une hausse des prix et de l'inflation. Cette dernière a alors atteint 12%, avant de chuter brutalement en 2009. La moyenne de l'inflation dans l'UE est actuellement de 1,2%. L'inflation bulgare devrait, selon les prévisions, atteindre 2,4% cette année.

En Bulgarie, la crise s'est accélérée après l'effondrement de Lehman Brothers à New York. Après une progression de 6% en 2008, l'inflation s'est contractée de 5% en 2009. La crise s'est réellement manifestée pour la première fois en Bulgarie avec l'effondrement des exportations en octobre 2008, suivi d'un assèchement croissant des flux financiers. Au premier trimestre 2009, la demande intérieure et les revenus provenant des exportations ont commencé à s'effondrer et les autorités publiques ont été contraintes de réduire les dépenses afin de préserver la santé budgétaire nationale. La chute de la demande intérieure a toutefois jugulé le déséquilibre extérieur, les épargnants bulgares ne disposant pas de réserves suffisantes pour soutenir cette demande. Dès le second semestre 2009, les pertes d'emplois ont commencé à se multiplier, alors que le taux de chômage atteignait 7,9% au quatrième trimestre de l'année dernière. En 2010, ce taux atteindra probablement 8,8%, tout en demeurant inférieur à la moyenne européenne. Par rapport à de nombreuses autres économies en transition, la situation du marché du travail s'avère relativement bonne en Bulgarie. Les exportations commencent à se redresser. C'est ainsi que le pays vient d'enregistrer son quatrième mois consécutif de progression de ses exportations. D'après les prévisions, l'économie devrait connaître une croissance de 1% cette année et de 4% en 2011.

Les gouvernements bulgares successifs ont toujours mené des politiques budgétaires rigoureuses. En 2007, l'excédent budgétaire a dépassé les 3%. En cette année

d'élections, les rapports gouvernementaux initiaux ont omis d'inclure des dépenses anticipées pour toute une série de projets. Lorsque ces coûts ont été pris en compte, le déficit a bondi à 3,9%, mais il demeure néanmoins relativement modeste. La Bulgarie enregistre ainsi l'un des déficits budgétaires les plus faibles d'Europe et est plus performante que la plupart des pays européens dans ce domaine, à l'exception de la Suède et de l'Estonie. Le gouvernement respecte avec fermeté les objectifs du pacte de stabilité et de croissance, tout en cherchant assidûment à satisfaire les critères d'entrée dans la zone euro. La politique gouvernementale bénéficie en outre d'un solide consensus social quant à la nécessité de mener une politique anti-inflationniste, en partie inspirée par les graves conséquences de la crise de 1997. Le ratio dette publique brute/PIB s'est considérablement amélioré. Alors qu'il était précédemment supérieur à 100%, il sera ramené à 15,3% en 2010. Le déficit des comptes courants s'est radicalement contracté au cours des deux dernières années, une tendance sous-tendue par la nette diminution des investissements étrangers directs. Ce déficit se situait à 24% du PIB en 2008, 9,4% en 2009 et sera probablement ramené à 6% en 2010. Les réserves en devises étrangères n'en demeurent pas moins relativement constantes. Le total de la dette bulgare atteint environ 100% du PIB, mais cela n'est pas considéré comme une grave vulnérabilité pour le pays. Environ 42% de cette dette trouve son origine dans des prêts interentreprises. Les taux d'intérêts ont récemment commencé à se stabiliser et ils sont désormais en recul, tandis que la valeur des actions commence à remonter.

En Bulgarie, le niveau de vie demeure peu élevé par rapport à celui des partenaires européens. Le salaire mensuel moyen est d'environ 350 euros et le montant des retraites est d'un tiers de cette somme. Cela peut générer colère et frustration, et ces difficultés sont parfois attribuées à la caisse d'émission. Il existe toutefois un penchant anti-inflationniste marqué dans le pays, en raison des effets désastreux de la crise financière de 1996-1997.

Le secteur bancaire bulgare est très étroitement réglementé et bien capitalisé. Cela a contribué à isoler le pays des pires effets de la crise financière mondiale. La Bulgarie n'a ainsi pratiquement pas connu de crise financière, bien que l'économie réelle ait enregistré un considérable recul de la demande intérieure et internationale. Le secteur bancaire bulgare est demeuré solide, car des exigences très strictes au niveau des réserves ont, pour l'essentiel, isolé le pays de la contagion financière. Les exigences relatives au pourcentage requis de fonds propres (17%) sont sensiblement supérieures au ratio de solvabilité bancaire (ratio de Bâle). Vingt-quatre banques sont actives en Bulgarie et 81% d'entre elles ont leur siège dans un pays de l'UE. Les banques strictement bulgares ne représentent que 16% du total.

La Bulgarie a néanmoins connu une très grave crise bancaire en 1997 et cela a contribué à jeter les bases d'importantes réformes macroéconomiques et de la réglementation. Les investisseurs grecs exercent une partie de leurs activités en Bulgarie et les banques grecques jouent un rôle important dans le pays, bien qu'elles soient soumises aux strictes règles nationales.

La corruption et, en particulier, des problèmes dans l'appareil judiciaire compliquent les relations de la Bulgarie avec l'UE. Le gouvernement actuel s'attaque ouvertement à cette situation et procède actuellement à une réforme du processus d'enquête en amont

des actions en justice, qui pose de réels problèmes en Bulgarie. Le défi politique dépasse toutefois cette question particulière et la gravité de la situation en Grèce a manifestement provoqué la suspension provisoire de l'entrée (de la Bulgarie) dans la zone euro. L'impact de la crise grecque est particulièrement évident en Bulgarie méridionale, où la présence d'entreprises grecques est plus importante. Certaines d'entre elles licencient des travailleurs ou ont cessé de payer les salaires.

Les responsables bulgares considèrent que la résistance de leur pays à la contagion de la crise grecque s'explique en grande partie par la gestion austère du budget national, qui impose de stricts contrôles au secteur bancaire et assure un certain degré de souplesse à des marchés essentiels, dont celui du travail. La dette publique est peu élevée, quelle que soit la norme de comparaison, et trouve son origine en grande partie dans des prêts interentreprises. Un tiers est constitué par des emprunts contractés sur les marchés, principalement à long terme.

Comme nous l'avons dit, la révision soudaine de l'ampleur du déficit bulgare a suscité certaines préoccupations. Le gouvernement précédent s'était en fait lancé dans plusieurs projets de dépenses publiques ne figurant pas dans les estimations initiales, les fonds n'ayant pas encore été déboursés. Le nouveau gouvernement a procédé à une révision des chiffres. L'examen préliminaire indiquait un déficit de 1,9%, mais le déficit final annoncé atteint 3,95% et inclut des travaux achevés mais pas encore acquittés. Dans un souci de totale transparence, le gouvernement a fondé sa déclaration sur une comptabilité d'exercice, chose considérée comme particulièrement importante au vu de la crise grecque, qui trouve en partie ses origines dans un rapport budgétaire fondamentalement inadéquat.

La situation économique et politique en Bulgarie a également été au centre des discussions, au parlement, avec des parlementaires de l'opposition et des partis au pouvoir. Les politiciens bulgares sont manifestement inquiets de la situation en Grèce, pays voisin et partenaire important de la Bulgarie. Si la crise s'aggrave, les retombées politiques pourraient avoir de sérieuses implications pour la région. Cette crise génère également des incertitudes quant à l'ambition de la Bulgarie d'entrer dans la zone euro dans un proche avenir. Certains membres de l'opposition expriment en outre des réserves face à l'austérité de l'environnement budgétaire et à certains choix de dépenses spécifiques adoptés par le gouvernement.

A long terme, les responsables bulgares voudraient diversifier davantage l'économie nationale, pour qu'elle soit relativement moins dépendante de l'immobilier et des banques, deux secteurs qui attirent des niveaux importants d'investissements étrangers directs. L'externalisation des processus d'affaires présente un potentiel de croissance indéniable, en raison des compétences techniques évoluées des travailleurs bulgares et des coûts peu élevés dans le pays. Certains considèrent que la Bulgarie peut concurrencer des pays comme l'Inde dans ce domaine et un certain nombre de multinationales spécialisées dans les techniques de pointe ont d'ailleurs établi des bureaux régionaux dans le pays.

La Bulgarie est fortement tributaire de la vente de ses ressources naturelles, tandis que les industries innovantes génèrent un pourcentage du revenu national beaucoup moins important que dans la plupart des pays de l'UE. L'économie bulgare dépend aussi

fortement des industries hautement capitalistiques, qui génèrent 25% du PIB, pour une moyenne de 19% dans l'UE. Bien que les industries de ce type se développent depuis quelques années, elles ne créent pas de nombreux emplois. C'est pourquoi les dirigeants bulgares s'intéressent à des secteurs davantage technologiques, susceptibles d'employer plus de gens. Les technologies vertes d'économie d'énergie peuvent également s'avérer prometteuses.

## **L'ENERGIE**

La Bulgarie consent des efforts pour accroître la part des énergies renouvelables dans son panier énergétique global. L'objectif consiste à porter la part des énergies renouvelables à 16% de la consommation énergétique à l'horizon 2020. L'interruption par la Russie de la fourniture de gaz a eu des conséquences terribles pour les Bulgares et leurs dirigeants sont déterminés à disposer d'alternatives au niveau de la structure énergétique nationale, afin de se prémunir contre de nouvelles interruptions de fourniture de gaz russe. La diversification de la fourniture en gaz, la création d'interconnexions énergétiques à inversion de débit avec les pays voisins, la construction d'un terminal GNL et l'amélioration des infrastructures de stockage du gaz sont autant de priorités essentielles. La Bulgarie soutient résolument les projets de gazoducs Nabucco et South Stream, et est prête à les accueillir sur son territoire. Elle aimerait constater une transparence beaucoup plus grande au niveau du fonctionnement des gazoducs et oléoducs en Europe et considère que les opérateurs des systèmes d'acheminement devraient être indépendants des producteurs d'énergie.

## **PRÉOCCUPATIONS SUSCITÉES PAR LA RELANCE DES RELATIONS ENTRE LA RUSSIE ET L'UKRAINE**

Les responsables et les parlementaires bulgares sont très préoccupés par la situation en Ukraine. Le chaos récent au parlement ukrainien et la décision du gouvernement d'autoriser pour une très longue durée le maintien de la base navale russe à Sébastopol sont très inquiétants. L'instabilité en Ukraine poserait de graves problèmes pour la région de la mer Noire. Bien que les responsables bulgares soient conscients que le règlement du différend énergétique entre la Russie et l'Ukraine stabilisera l'approvisionnement de la Bulgarie, ils sont quelque peu inquiets de constater que cette décision est intervenue en l'absence d'un véritable consensus en Ukraine. Celle-ci est, d'ailleurs, terriblement divisée politiquement et cette faille pourrait, à terme, s'avérer déstabilisante. La politique énergétique de la Russie a parfois des conséquences très négatives pour la Bulgarie, qui a vu son approvisionnement énergétique subrepticement interrompu à la suite de différends qui lui sont étrangers. La politique de la Russie dans la mer Noire suscite également des préoccupations, particulièrement au lendemain de l'agression de la Géorgie par la Russie et des plans de cette dernière de construire ou de moderniser des bases en Abkhazie et en Ukraine. La Russie refuse en outre de renouveler sa participation au traité CFE, ce qui pourrait entraîner une course aux armements dans la région.

## **ASPECTS LIÉS À LA DÉFENSE**

Les membres de la délégation ont eu l'occasion d'observer des manœuvres militaires conjointes américano-bulgares, baptisées *Thracian Spring*. Il s'agit-là d'un exercice d'entraînement annuel, conçu pour aider les forces bulgares à consolider leur

interopérabilité avec leurs Alliés de l'OTAN. Ayant pour cadre l'aéroport international de Plovdiv et la base aérienne de Krumovo, les manœuvres de cette année ont impliqué l'armée de l'air américaine et l'armée de terre, l'armée de l'air et la marine bulgares dans des exercices destinés à entraîner les paras, pilotes et équipages de soutien bulgares à une série de sauts différents, notamment de nuit. Ces sauts ont eu lieu depuis des avions Hercules américains. L'objectif consistait à procéder à ces sauts conformément aux normes de l'OTAN, à s'exercer à la pratique de tâches tactiques et à la planification de missions, à partager l'expérience acquise en matière de maintenance et de soutien, à améliorer l'interopérabilité des forces et à partager techniques et procédures dans le domaine du transport aérien. Trois cent cinquante paras bulgares ont participé à l'exercice.

Une priorité essentielle pour le ministère de la Défense consiste à mettre en place des structures de gestion modernes et efficaces, afin d'améliorer les capacités, les performances et l'efficacité des forces armées bulgares. L'OTAN, la sécurité et la défense euro-atlantiques jouent un rôle central dans la planification de la défense et les responsables bulgares s'efforcent de veiller à ce que leur pays demeure un allié fidèle et fiable.

La crise financière mondiale a contraint les responsables de la défense à procéder à des coupes sombres et les dépenses de défense pour 2010 ne représentent plus que 1,4% du PIB, pour 2,4% en 2009. Il va de soi que ces réductions des dépenses compliqueront les efforts d'amélioration des systèmes de gestion des forces, de modernisation des forces nationales et d'amélioration de l'interopérabilité, qui demeurent autant de priorités importantes. Les dirigeants de la défense sont à la recherche de nouveaux hélicoptères pour l'armée de l'air et la marine, ainsi que d'un nouvel avion-cargo et d'un chasseur multi rôle. La crise financière retardera certaines de ces acquisitions, tout en jouant également un rôle dans la réduction du personnel. Au cours de la décennie écoulée, les autorités bulgares ont mis en œuvre des contrôles financiers beaucoup plus rigoureux des procédures de dépenses de défense, afin de garantir une utilisation plus efficace de leurs ressources très limitées et de dissuader les tentatives de corruption.

Depuis que l'armée bulgare est entièrement composée de volontaires, ses effectifs ont diminué de 32%. Le gouvernement précédent avait inscrit des objectifs sociaux sur la liste des priorités du budget de la défense, prévoyant notamment la fourniture de logements aux militaires. Le gouvernement actuel a décidé de réduire nombre de ces programmes, pour la simple raison qu'ils s'avéraient trop onéreux. Une priorité centrale pour le ministère de la Défense consiste à assurer l'interopérabilité des forces bulgares avec l'Alliance et de les préparer à des missions critiques, notamment en dehors de la zone OTAN. La modernisation des forces est essentielle, mais les contraintes financières affectent manifestement la capacité de l'État à procéder à ces changements. Le ministère de la Défense espère actuellement acquérir un chasseur multi rôle et de nouveaux hélicoptères, de même qu'un nouvel avion-cargo et des véhicules de transport.

La Bulgarie a déployé des troupes en Afghanistan, mais cette mission n'est guère populaire dans le pays. Le gouvernement l'accepte toutefois comme une obligation critique et est conscient que la mission de l'OTAN dans ce pays doit être couronnée de

succès. Les parlementaires ont fait part de leur préoccupation face au problème posé par la corruption en Afghanistan et considèrent que la mauvaise gouvernance dans ce pays sape la mission de l'Alliance. Les soldats bulgares sont déployés à Kaboul et à Kandahar. Une décision sera bientôt prise quant à l'éventuel accroissement de la contribution bulgare en Afghanistan.

### **LE POINT DE VUE DE LA BULGARIE CONCERNANT LE NOUVEAU CONCEPT STRATÉGIQUE DE L'OTAN**

Les autorités bulgares pensent que l'Article 5 devrait demeurer la clef de voûte des fonctions stratégiques de l'OTAN et militent pour réaffirmer son importance au niveau du Nouveau concept stratégique. C'est la raison pour laquelle le gouvernement soutient la notion de renforcement des capacités de l'Article 5 et le développement, en tant que projet impliquant l'ensemble de l'Alliance, d'un système antimissile capable de fonctionner avec le système américain. Les responsables bulgares considèrent comme acquis que l'Iran cherche à se doter d'armes nucléaires. La Bulgarie soutient en outre le principe suivant lequel l'OTAN conserve le droit de fournir une infrastructure militaire à tous les nouveaux États membres et est ravie d'accueillir des bases américaines interarmées sur son territoire. Il s'agit d'ailleurs là d'une priorité essentielle pour nombre de nouveaux États membres. Les responsables bulgares hésitent également beaucoup quant au démantèlement des armes nucléaires tactiques de dissuasion sur le continent en l'absence d'une preuve manifeste de réciprocité.

L'Article 4 doit, lui aussi, être réaffirmé et la Bulgarie apprécie particulièrement que l'Alliance fasse de la sécurité énergétique une priorité essentielle. Les responsables bulgares sont catégoriques : en matière énergétique, la diversification des ressources, des approvisionnements et des systèmes d'acheminement est essentielle pour la sécurité.

La Bulgarie soutient résolument l'élargissement de l'OTAN et est prête à accueillir de nouveaux membres des Balkans occidentaux et de la région de la mer Noire, pour autant que ces pays soient de fervents adeptes de l'adhésion et qu'ils soient capables de satisfaire les critères d'appartenance. Les responsables bulgares préconisent aussi fortement une coopération militaire et stratégique plus poussée entre l'OTAN et l'UE. Le niveau actuel de coopération n'est pas satisfaisant et la réunion mensuelle du Groupe OTAN-UE sur les capacités n'encourage pas le genre de coopération que certains attendaient. Les responsables bulgares veulent veiller à ce que la mer Noire soit considérée comme faisant partie de l'espace euro-atlantique, que sa sécurité ne soit jamais régionalisée et que la région ne soit jamais considérée comme une zone d'influence potentielle par un ou deux pays.

Respectueusement soumis,

M. Leon Benoit, député  
Président  
Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)

## Dépenses de voyage

<b>ASSOCIATION</b>	Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)
<b>ACTIVITÉ</b>	Sous-commission sur la coopération et la convergence économiques est-ouest
<b>DESTINATION</b>	Sofia, Bulgarie
<b>DATES</b>	Du 27 au 29 avril 2010
<b>DÉLÉGATION</b>	
SÉNAT	
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Sukh Dhaliwal, député
PERSONNEL	
<b>TRANSPORT</b>	<b>9,158.00\$</b>
<b>HÉBERGEMENT</b>	<b>148.79\$</b>
<b>HOSPITALITÉ</b>	<b>0.00\$</b>
<b>INDEMNITÉS JOURNALIÈRES</b>	<b>731.75\$</b>
<b>CADEAUX OFFICIELS</b>	<b>0.00\$</b>
<b>DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION</b>	<b>0.00\$</b>
<b>TOTAL</b>	<b>10,038.54\$</b>